

# L'Affaire Navalny et ses retombées sur les relations diplomatiques internationales

Sources : [https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/22/entre-macron-et-poutine-un-dialogue-de-sourds-sur-navalny\\_6053139\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/09/22/entre-macron-et-poutine-un-dialogue-de-sourds-sur-navalny_6053139_3210.html); [https://www.lepoint.fr/monde/affaire-navalny-macron-denonce-une-tentative-d-assassinat-poutine-lui-repond-14-09-2020-2391835\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/affaire-navalny-macron-denonce-une-tentative-d-assassinat-poutine-lui-repond-14-09-2020-2391835_24.php);  
<https://www.sudouest.fr/2020/09/14/alexei-navalny-ce-que-l-on-sait-de-l-affaire-de-l-opposant-russe-empoisonne-7844001-4803.php> ; [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/affaire-navalny-macron-denonce-une-tentative-d-assassinat-et-interpelle-poutine\\_2134591.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/affaire-navalny-macron-denonce-une-tentative-d-assassinat-et-interpelle-poutine_2134591.html) ; <https://ru.ambafrance.org/Les-relations-franco-russes-et-la-mission-de-ce-consulat-general-en-Oural> ;  
<https://www.lesechos.fr/monde/europe/convergences-et-desaccords-entre-macron-et-poutine-1250749>

# Les événements

- 20 août 2020 : hospitalisation en Russie de l'avocat Alexeï Navalny, principal opposant russe, placé en réanimation dans un état grave dans un hôpital en Sibérie après avoir fait un malaise à bord d'un avion – son entourage dénonce un empoisonnement, ce que récusent les médecins russes
- 22 août : transfert à Berlin de Navalny, dans le coma, dans un hôpital de Berlin à la demande de sa famille, malgré le refus initial de l'équipe médicale russe
- 24 août : les médecins allemands estiment qu'il présente bien des « traces d'empoisonnement »
- 25 août : le Kremlin reproche aux médecins allemands de conclure à la hâte - selon Moscou, la baisse de l'enzyme cholinestérase constatée chez Navalny peut avoir « de nombreuses causes, notamment la prise de certains médicaments »
- 27 août : la justice russe annonce avoir lancé un « examen préliminaire » de l'affaire Navalny, estimant n'avoir « aucune preuve » d'un empoisonnement

# Les événements

- 2 septembre : la preuve de l'empoisonnement et les pressions internationales :
  - Berlin annonce que l'opposant a été victime d'un empoisonnement « par un agent neurotoxique de type Novitchok » ;
  - la chancelière allemande presse Moscou de s'expliquer, et une enquête est réclamée par l'Union européenne et l'Otan ;
  - malgré la pression internationale, le Kremlin affirme ne voir « aucune raison » d'accuser l'État russe d'être à l'origine de l'empoisonnement – un expert toxicologue russe ayant analysé le dossier médical d'Alexeï Navalny estime qu'il a pu être victime d'un problème de digestion, d'abus d'alcool ou de fatigue ;
  - la Russie accuse l'Allemagne « de retarder le processus de l'enquête qu'elle réclame », avec des pièces du dossier selon elle toujours pas transmises à Moscou

# Les événements

- 7 septembre : la sortie du coma artificiel de Navalny est annoncée par l'hôpital berlinois - Moscou dénonce les tentatives « absurdes » d'accuser la Russie de l'empoisonnement de l'opposant
- 11 septembre : la police russe annonce vouloir interroger l'opposant en Allemagne
- 14 septembre : des laboratoires français et suédois confirment un empoisonnement par un agent neurotoxique de type Novitchok

# L'entretien téléphonique du 14 septembre

- Un entretien téléphonique a lieu entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron, dans lequel
  - ✓ le président français demande
    - que « toute la lumière soit faite, sans délai » sur la « tentative d'assassinat » de l'opposant russe Alexeï Navalny, qualifiée « d'empoisonnement » ;
    - « une clarification est nécessaire de la part de la Russie dans le cadre d'une enquête crédible et transparente », précisant que « la France partage, sur la base de ses propres analyses, les conclusions de plusieurs de ses partenaires européens sur les faits d'empoisonnement à l'aide d'un agent neurotoxique Novitchok »
  - ✓ le président russe
    - juge « malvenues les accusations non étayées et fondées sur rien visant la partie russe » ;
    - réclame de nouveau que Berlin fournisse « les échantillons biologiques » ayant permis aux spécialistes allemands de pointer du doigt une substance de type Novitchok

# Les retombées de l'entretien téléphonique du 14 septembre

- « Dialogue de sourds entre Macron et Poutine au sujet d'Alexeï Navalny » (*Le Monde*, 14/09/2020)
- Les dénis répétés de Vladimir Poutine au sujet de l'empoisonnement de l'opposant confirment l'impossibilité de trouver des mots communs pour nommer la réalité concernant l'empoisonnement de l'opposant russe
- Paris est engagé dans une nouvelle phase de concertation avec Berlin : malgré la difficulté à établir la chaîne de responsabilités, des sanctions individuelles sont envisagées contre la Russie si celle-ci ne se décide pas à conduire une enquête crédible sur l'utilisation d'une arme chimique sur le continent
- Emmanuel Macron met l'accent sur la « profonde préoccupation » devant « l'acte criminel » perpétré contre Alexeï Navalny

# Les réactions du G7 et de l'UE

- L'UE évoque de possibles sanctions contre la Russie et Angela Merkel fait savoir que l'Allemagne n'exclut pas le gel du projet de son gazoduc phare avec la Russie, Nord Stream 2, qui doit approvisionner l'Europe en gaz russe *via* la mer Baltique
- Les pays du G7, dont la France, exhortent Moscou à traduire « urgemment » en justice les auteurs de « l'empoisonnement confirmé » d'Alexeï Navalny, dénonçant comme « inacceptable » tout usage d'armes chimiques
- Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a estimé que l'empoisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny a probablement été orchestré par « de hauts responsables » russes
- La France, qui s'est jusqu'alors exprimée sur cette affaire dans le cadre du G7 et de l'UE au niveau du ministère des Affaires étrangères, s'exprime par la voie de son président lors de l'entretien téléphonique du 14 septembre

# Les relations franco-russes

- La France reconnaît la Russie à l'éclatement de l'Union Soviétique en 1992
- Des divergences politiques au sujets de plusieurs dossiers mais aussi quelques convergences
- La question ukrainienne : l'annexion de la Crimée en 2014 et la déstabilisation du Donbass par la Russie sont des violations graves du droit international qui ont conduit à l'adoption par l'Union européenne de sanctions à l'encontre de la Russie et à la suspension de la Russie du G8 depuis 2018

# Les relations franco-russes

- Le dossier biélorusse :

- ✓ le président russe dénonce les « ingérences inacceptables » de la France en Biélorussie suite à la rencontre entre Emmanuel Macron et la chef de file de l'opposition biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa en Lituanie (déplacement d'Emmanuel Macron en Lituanie les 28 et 29 septembre 2020) ;
- ✓ l'UE juge frauduleuse la réélection, fin août 2020, du président biélorusse Alexandre Loukachenko et travaille à l'instauration de sanctions contre les dirigeants du régime impliqués dans la répression des manifestations pacifiques de l'opposition depuis lors ;
- ✓ Emmanuel Macron demande la libération des opposants biélorusses et la tenue d'une nouvelle élection présidentielle « dans un cadre libre, sous surveillance internationale »

# Les relations franco-russes – les convergences

- L'arrêt complet du conflit du Haut-Karabakh, une enclave séparatiste de l'Azerbaïdjan, pays musulman turcophone soutenu par la Turquie, peuplée surtout d'Arméniens – l'Arménie est un allié historique de la Russie
- La préoccupation de « l'envoi de mercenaires syriens par la Turquie au Haut-Karabakh »
- Le soutien turc aux milices rivales de la Russie en Syrie et l'intervention militaire de la Turquie dans la guerre civile libyenne contre des mercenaires russes